

LE MOUVEMENT PERPETUEL. DIMENSION IMAGINAIRE DE LA MONDIALISATION

Un écrivain réputé s'interrogeait récemment pour savoir si tout ce qui se crée de neuf, les bâtiments, les institutions, les instruments de connaissance, les manières de consommer et de vivre en société était de plus en plus à l'image de l'Occident, qu'il définissait comme topos idéal incluant les Etats-Unis et le continent européen. Il soulignait ainsi le pouvoir d'attraction des élites occidentales sur le reste du monde en même temps qu'un risque fort d'uniformisation culturelle.

Répondre à cet écrivain revient à scruter les racines symboliques et culturelles des pratiques et représentations de ces élites occidentales. Car peut-être l'unité des phénomènes liés à la mondialisation tiendrait-elle à une dimension d'abord spirituelle avant d'être temporelle et se définirait par la partage d'un imaginaire commun ?

E. MORIN reconnaît l'existence d'une « civilisation mondiale », issue de la civilisation occidentale, et à laquelle conduit le jeu croisé de la science, de la technique, de l'industrie, du capitalisme, et qui comporte un certain nombre de valeurs standards partagées¹. Mais l'ordre international semble aujourd'hui manifester des signes d'éclatement que tendre vers l'idéal d'une communauté policée. Et cet ébranlement favorise l'exaltation des solidarités transnationales les plus vastes comme la résurgence des micro-particularismes culturels les plus ancrés dans l'histoire (souvent plus intemporels que l'Etat dont l'existence, à l'échelle du temps, est récente). Ces phénomènes d'éclatement, de juxtaposition de sphères et de rationalités différentes, divise chaque société et amène surtout des individus à faire cohabiter des définitions culturelles contraires. La notion de société nationale perd bien son pouvoir central de référence et de foyer d'identification pour le citoyen.

Au sein des appareils politiques et administratifs mais aussi des firmes multinationales comme des institutions supranationales, un sous-groupe semble se détacher en effet, auteur de la phase contemporaine d'internationalisation du capitalisme. Que l'on nomme ses membres manipulateurs de symboles comme R. REICH² ou glacopolitains comme M. CASTELLS³, élite mondiale ou "en réseau", ces individus interviennent sur le local et le global, et s'appuient sur leur pluri-appartenance pour produire des règles macro-sociales. Wall Street, la City de Londres comme le World Economic Forum de Davos seraient des lieux cardinaux de ces élites avec comme mot d'ordre, « where conquest has failed, business can succeed ».

Pour M. CASTELLS, la mondialisation n'est pas sans dominants et il existe des élites du pouvoir qui profitent de leur position privilégiée pour se ménager « un accès durable aux ressources matérielles et un bon carnet d'adresses ». Cette élite travaille en réalité à déstructurer les autres groupes et partage un ensemble commun de pratiques et de représentations : « la forme essentielle de domination dans notre société repose sur la capacité organisationnelle de l'élite dominante, laquelle va de pair avec sa capacité à désorganiser les groupes sociaux »⁴. La différence entre les dirigeants d'entreprises multinationales et les migrants ou les réfugiés est qu'ils parviennent davantage à comprimer l'espace-temps et à en tirer profit.

En s'attachant à l'étude de réseaux de migrants entrepreneurs commerciaux, A. TARRIUS fait apparaître ce qu'il appelle une mondialisation « autre », différente d'une « mondialisation par le bas » (celle des personnes déshéritées, des migrants et des réfugiés), mais également différente des élites globales décrites, par exemple, par M. CASTELLS, et qui affirment une compétence sociale et relationnelle, en marge des réseaux de l'officialité et parviennent tout de même à comprimer l'espace-temps pour en tirer profit⁵.

¹ E. MORIN, 2002, p. 1.

² R. REICH, 1993.

³ M. CASTELLS, 1998.

⁴ M. CASTELLS, 1998, p. 467.

⁵ A. TARRIUS, 2001, p. 61.

S'il n'est pas une seule et même élite repérée par les sociologues, il y a t'il néanmoins existence d'un imaginaire en commun de ces hommes et de ces femmes, ces « citoyens du monde », élite réputée globale au dessus des nations, qui structurent la mondialisation⁶ ? L'identité des élites mondiales renverrait à des formes culturelles consolidées historiquement, visibles dans la taxinomie des formes dans lesquelles elles travaillent, les valeurs qu'elles se reconnaissent, la reconnaissance dont elles bénéficient dans le public.

Le terme de globalisation est à réserver, selon nous, pour désigner la dernière caractéristique du capitalisme liée à l'intégration des marchés, celle d'un imaginaire. Si le terme de mondialisation paraît approprié pour désigner le processus de changement d'échelle lié à la disparition de l'échiquier interétatique, il pose principalement la question du rapport entre Etat et nation, des allégeances, des reconnaissances...

En Section I, nous nous attacherons aux spécificités d'un nouvel imaginaire globalitaire et aux lieux de constitution de sa rhétorique comme les écoles internationales. Qui est concerné par cet imaginaire, qui le porte et quels en sont les possibles méfaits (Section II) ? En Section III, la question sera de savoir ce que la globalisation a de particulier ou non par rapport aux autres tentatives de généralisation d'un imaginaire occidental du temps des croisades religieuses et de la colonisation militaire ? Comment expliquer la plus grande vitesse de diffusion de cet imaginaire qui est vraiment mondialisée et, en même temps, la seule culture dominante qui échoue à assimiler vraiment non seulement les allogènes, mais ses propres membres. La raison de ce paradoxe pourrait en être que l'universalité de l'Occident trouve son impact dans « le déchaînement mimétique de modes et de pratiques déculturantes »⁷.

I – DIMENSION APOLOGETIQUE DE LA GLOBALISATION

Au début du siècle dernier, la multiplication du nombre d'étudiants venus d'Afrique ou d'Asie faire leurs études dans une université occidentale, abandonnant à quelques grands pôles éducatifs, dont particulièrement les Etats-Unis, la charge de dire ce qui est en matière d'éducation, a permis de souligner la question de la dénationalisation et de l'homogénéisation progressive des élites.

Ces dernières s'appuient sur la constitution de réseaux d'entraide et cette réalité n'est pas nouvelle, comme en témoignent B. BADIE et M.C. SMOUTS, qui écrivent que la création, avant 1930, « d'écoles, d'universités, de cercles de pensée animés par des intellectuels occidentaux, en Asie ou en Afrique, s'inscrit dans le même processus. On ne compte plus les chefs d'Etat d'Afrique Noire issus de ces institutions la plupart du temps à dominante religieuse, tandis qu'au Maghreb, mais surtout en Egypte et dans le monde turc, le même rôle de diffusion était tenu par plusieurs générations d'universitaires positivistes et saint-simoniens ». Ces réseaux avaient tendance à s'auto-entretenir : les dirigeants arrivés au pouvoir pouvaient alors réserver un traitement de faveur à leurs anciens éducateurs, ceux-ci élargissant alors leur emprise intellectuelle, voire politique, sur le pays⁸.

Une élite est aujourd'hui repérable dans des fonctions stratégiquement importantes : dans les firmes multinationales, dans les Bourses de valeurs, dans les réseaux financiers, dans les gouvernements nationaux ou, en Europe, par exemple, dans des fonctions de commissaire européen.

Il apparaît alors capital pour cette élite globale de mettre au point une culture, des codes, des signes d'appartenance qui permettent de la distinguer clairement de la « plèbe ». Pour M. CASTELLS, « il se construit ainsi sur toute la planète un espace (relativement) séparé aux points connectifs de l'espace des flux : hôtels internationaux dont la décoration (...) est partout identique pour que les heureux élus se sentent partout chez eux et partout à l'écart du monde environnant ; salons réservés aux personnalité dans les aéroports pour que celles-ci puissent se tenir à distance du vulgum pecus sur les grandes voix de l'espace des flux (...); système d'organisation de voyages, de services de secrétariat et d'accueil permettant au cercle fermé des élites de communier selon les mêmes rites

⁶ A. MINC, 2001, p. 1.

⁷ S. LATOUCHE, 2000, p. 118.

⁸ B. BADIE et M. C. SMOUTS, 1992, p.92.

partout dans le monde. Les élites de l'information adoptent en outre un mode de vie de plus en plus homogène qui transcende les frontières culturelles de toutes les sociétés »⁹.

Partagé par une classe possédante, dont nous ne discuterons pas ici en détail son degré d'homogénéité, un « nouvel » imaginaire mettrait l'accent sur un homme neuf qui, prémuni du chauvinisme, bondissant par dessus les frontières, serait en train de naître dans les mégapoles planétaires. Profitant des possibilités offertes par une nouvelle « ubiquité technologique » (téléphones portables, liaisons satellites, messageries...), et ainsi de l'étrange jubilation que procure le fait de n'être avec personne tout en étant avec n'importe qui¹⁰, d'être en communication sans être nécessairement en face-à-face, l'homme de la globalisation apparaît relié et mobile. Cet état lui permettrait précisément d'opérer la synthèse des sagesses des milieux qu'il traverse et de développer une compréhension « interculturelle », à mi-chemin entre toutes les cultures. L'homme de la globalisation est convaincu que « l'avenir de chacun se façonne à l'échelle du monde »¹¹. En ce sens, l'homme de la globalisation est l'humanité, jusqu'alors divisée par l'ignorance et l'égoïsme. Comme l'écrivait Lamartine au XIX^{ème} siècle, chacun serait du climat de son intelligence et l'on pourrait parvenir à être citoyen de toute âme qui pense. L'homme de la globalisation vit à l'heure GMT¹², marquant en cela la victoire de la conception mécaniste et newtonienne du temps sur les conceptions liées au rythme des saisons, à celle de traditions ancestrales ou bien à la position des astres.

M. CASTELLS dit voir l'entrée de cet homme neuf dans une géographie du territoire spécifique avec un monde urbain où les villes se répandent, se décomposent et sont bordées par d'immenses bidonvilles balayant la distinction entre centre et campagnes¹³. L'alignement de constructions plantées aux carrefours d'autoroutes (edge cities) évoque un imaginaire qui est moins celui du déracinement, ou plutôt d'un certain nomadisme et cosmopolitisme. Le néolithique, en faisant de l'homme un paysan, un jardinier, l'a attaché à la terre. Notre temps le pousse en quelque sorte sur les routes. Hier, la ville était le lieu du marché, de la foire aux bestiaux, de la concentration monétaire et bancaire. Ensuite, ce fut le lieu de l'emploi, de la mine et de l'usine. Aujourd'hui, ni la finance, ni l'économie ne requièrent de proximité. Au Moyen Age, le lieu premier était la porte. Il y eut ensuite le port et la gare. Aujourd'hui, la grande ville s'articule autour de l'aéroport et des gares de transit, ouvertes vingt quatre heures sur vingt quatre. Les espaces urbains substituent la fluidité de leur organisation multipolaire, alignée sur l'actualité des circulations, permanentes, à un ordre plus rigide et ainsi remplace la densité par la vitesse. L'accent est dorénavant moins porté à l'équipement de lieux, publics ou privés, qu'à l'investissement pour des « personnes en mouvement ». Du clocher et du beffroi, l'horloge est passée au logement puis au gousset et enfin au poignet avant de disparaître sous la peau. F. ASCHER remarque que le bain douche, le téléphone ou le transport urbain ont connu la même évolution avec un passage de la mise à disposition d'objets à la mise à disposition de services pour des personnes devenues de plus en plus « mobiles »¹⁴.

L'effet mondialisant des technologies de communication qui affecte les grandes organisations amène aussi à complexifier les relations entre les implications locales (circonstances de co-présence) et l'interaction à distance entre individus. « L'avènement de la modernité distingue progressivement l'espace du lieu, en favorisant les relations avec un autrui « absent », avec lequel on n'est jamais en situation de face-à-face » souligne A. GIDDENS¹⁵. « Dans le contexte moderne, le lieu est de plus en plus fantasmagorique : les différents « théâtres » sociaux sont complètement pénétrés et façonnés par des influences sociales très lointaines. Le site n'est plus seulement structuré par ce qui est présent sur scène ; la « forme visible » de la scène dissimule les relations à distance qui déterminent sa nature »¹⁶.

⁹ M. CASTELLS, 1998, p. 469.

¹⁰ P. BRUCKNER, 2000, p. 25.

¹¹ D. MERCURE, 2001, p.14.

¹² S. LATOUCHE, 2000, p. 28.

¹³ M. CASTELLS, 1998.

¹⁴ F. ASCHER, 2000.

¹⁵ A. GIDDENS, 1994, p. 27.

¹⁶ A. GIDDENS, 1994, p. 27.

Détachée du sol et des lieux concrets, ce qui constitue pour E. GOULDNER le dénominateur de la nouvelle classe dirigeante réside bien dans la singularité de sa culture, une culture du discours critique¹⁷. "C'est une culture dans laquelle il n'y a rien, aucun problème que le locuteur refusera de discuter, de définir comme une situation problématique. Cette culture du discours critique est un lien qui relie aussi bien les intellectuels humanistes et l'intelligensia technique que les différentes intelligensias techniques entre elles". Dans son ouvrage Nations and Nationalism, E. GELLNER montre que la naissance de la communauté nationale au XVII^e et XVIII^e siècle s'est largement faite autour d'un système d'enseignement unique, unifié et centralisateur, qui assure la diffusion d'une « grande culture » commune et universelle et qui permet au citoyen de s'inscrire « dans un certain type de division du travail, qui est complexe et qui change constamment, de manière cumulative » (1983, p. 48). C'est précisément parce que la société moderne, contrairement aux sociétés agraires, exigeait la mobilité de la force de travail et des individus capables de disposer d'une réelle compétence technique (le fonctionnariat), que le fait de « posséder » cette culture partagée était la carte d'entrée de l'individu à la pleine citoyenneté. Dans cette perspective, la mobilité internationale des cadres peut aujourd'hui aussi s'appréhender comme un moyen de constituer un patriotisme d'entreprise qui doit transcender les clivages nationaux et qui n'est pas sans rappeler, dans la mondialisation, la fonction du service militaire dans la construction de l'Etat-nation. La standardisation par la normalisation des normes comptables, par des procédures technico-informatiques du commerce international issues de la mathématique, seraient-ils les vrais langages communs désormais seuls à toutes les nations ?

Pour lui, l'espace privilégié de reproduction de cette nouvelle classe est l'école qui fonctionne comme une instance de conversion linguistique au discours critique et aux moyens discursifs de persuasion. Ce nouvel imaginaire célèbre le pouvoir de la compétence professionnelle, contre toute forme de pouvoir seulement héritée de la famille ou de l'argent. Chacun doit prouver, par sa réussite personnelle, qu'il mérite bien sa naissance. L'individu apparaît détaché de tous les liens hérités, rattaché seulement à ceux qu'il doit à l'usage de sa raison.

Les lycées et écoles internationales apparaissent bien comme des lieux capitaux de transmission de cette culture mondiale où les « enfants, mais aussi leurs parents, font d'abord l'expérience de leur appartenance à un groupe spécifique (...). Créées pour répondre aux besoins des familles « internationales », elles scolarisent des élèves sur mesure » reconnaît A. C. WAGNER¹⁸.

A travers des jeux et des « case studies », les élèves y apprennent à prendre une distance par rapport à leur appartenance nationale, à recourir à l'argument et à utiliser plusieurs facettes de leur identité. « La sensibilisation des enfants aux problèmes mondiaux doit leur faire prendre conscience de leur appartenance à une même communauté internationale, mais aussi de leur position privilégiée dans cette communauté. Ce sont des rôles de décideurs, de négociateurs, d'hommes de pouvoir qui sont proposés comme modèles d'identification. Si les rapports entre les classes sociales sont le plus souvent occultés dans les représentations du monde social données aux élèves, les relations entre les pays font l'objet d'une grande attention »¹⁹. Ces lieux fournissent à l'individu nombre de techniques de vie en groupe et d'interaction sociale illustrant une éducation de la flexibilité identitaire : l'invitation à diffuser de soi, de son parcours, une image construite et maîtrisée à travers différents récits de soi, le contrôle de son « image » par l'imprégnation de styles gestuels et posturaux, l'exercice social de la rationalité, la prévision des conséquences de ses actions sur les autres, la maîtrise pratique (quelquefois ludique) de l'utilisation des langues étrangères dans les relations sociales ou encore l'acquisition d'une compétence technique spécifique qui a mis « en vedette » le jeune diplômé, dès son entrée dans la vie professionnelle...

Les élèves apprennent à valoriser leur condition d'expatrié et non de « migrant », comme un élément constitutif et favorable de leur identité. Les élèves sont encouragés par l'institution à faire preuve d'indépendance et de détachement, à répondre aux vicissitudes par une "unité problématique" qui démontrera leur valeur. L'implication désengagée dans des équipes de travail mobiles est constitutive de l'activité d'enseignement. En ces lieux se fait jour le souci des classes privilégiées « de créer des personnalités », de dessiner le portrait de jeunes gens pour qui les qualités de sociabilité, de persuasion, de contrôle de soi, d'ambition priment la satisfaction « d'un travail bien fait ». Ces lieux

¹⁷ E. GOULDNER, 1979.

¹⁸ A. C. WAGNER, 1998, p. 49.

¹⁹ A. C. WAGNER, 1998, p. 61.

sont des espaces de « socialisation internationale » où le monde économique est conçu comme une forme privilégiée d'aventure humaine. La famille, dans ses formes classiques, le quartier, le village, sont remplacés par des associations choisies, fonctionnelles et changeantes, les entreprises principalement. Le personnel salarié doit devenir entrepreneur de sa propre existence en même temps que le supporter acharné de son organisation. Cette dernière est la référence à partir de laquelle l'action sociale est pensée et élaborée.

A la différence de la mondialisation, qui évoque d'abord le territoire de la géographie et de l'économie, qui évoque la rapidité croissante des transports et des communications, il nous semble que l'anglicisme « globalisation » mette davantage l'accent sur l'idée de la proximité des êtres humains ainsi que sur leur sentiment d'exister dans un espace segmenté, mais commun. Il est d'ailleurs remarquable de constater que l'on doit le terme de globalisation à un médiologue canadien, professeur à l'université de Toronto, M. Mc LUHAN, qui note que la guerre du Vietnam est la première guerre à avoir profité de l'ubiquité cathodique. Renouvelant la diplomatie de la canonnière, le « village global » a d'emblée partie liée avec le développement des technologies et celui des opinions publiques. Il désigne aussi, dans les business schools, une stratégie globale des entreprises sur les marchés internationaux.

Le terme de globalisation recouvre aussi, selon nous, une large dimension imaginaire à défaut d'une nouvelle utopie, un référent en soi, où l'être humain prend confiance en ses capacités à améliorer ses conditions de vie et à diffuser les vertus libérales. La société est un vaste corps dont les organes concourent à la production et à l'économie. Le progrès est un processus immanent qui nous condamne au bien être et non un construit social toujours problématique. Si la mondialisation s'impose à nous et renvoie d'abord à l'idée d'effets globaux, involontaires et imprévus, la globalisation défend plutôt le modèle d'initiatives conscientes pour la fabrication d'un nouvel ordre où « être en mouvement » s'affirme comme l'état le plus désirable. C'est pourquoi nous parlerons d'imaginaire « globalitaire ». Car la globalisation fait référence à un « système-monde », au sens de I. WALLERSTEIN, un espace totalement délocalisé, un « ensemble possédant alors des propriétés que ses composantes n'ont pas »²⁰.

L'avion, le téléphone, le fax, Internet et la convergence promise par ces outils, les quotidiens, « synthèses de la journée du monde » facilitent les échanges entre individus à une échelle incomparable. Ils symbolisent une vitesse qui a comme rapetissé la terre et confirmé un « sens immédiat » du monde, où l'important est certainement moins de connaître les trésors des ancêtres que de savoir ce que font nos contemporains. Les hommes en seraient amenés, comme le dit le proverbe, à ressembler plus à leur temps qu'à leurs pères ! Mais si la mobilité se présente comme la première des vertus de ce nouvel imaginaire, ce qui est peut-être le plus neuf, c'est le rythme de diffusion ainsi que les supports qu'il entend emprunter. Dans une économie planétaire, ni le capital, ni le travail, ni les matières premières ne constituent en soi le facteur économique déterminant. Ce qui importe, c'est la relation optimale entre ces facteurs et donc leur capacité de « mobilité ». Ce qui importe également, c'est que tout se vende et s'échange : travail, terre, corps, organes, sang, sperme, location d'utérus... tout doit concourir à l'omnimarchandisation du monde et à sa parfaite circulation²¹. C'est d'ailleurs parce que la sphère financière est le seul secteur de l'économie à avoir réalisé l'interconnexion généralisée de ses activités et de ses réseaux d'information en temps réel que la symbolique de la communauté mondiale s'est largement formée autour des principes du marché, des valeurs managériales et des échanges d'information. Parée des autres vertus de notre époque, à savoir la convivialité, la transparence, l'égalité (d'accès) et la liberté (de parole), une nouvelle « réalité » non hiérarchique, cybernétique, reliant des champs hétérogènes serait à porter à l'actif des technologies de l'information et du réseau Internet (« coordinateur décentralisé »)²². Mieux. L'inégalité du savoir est présentée comme pouvant être vaincue par la seule égalité de l'accès à l'information.

Avec l'horizon de la « globalisation », nouvelle narration portée par les nouvelles technologies de l'information, on aurait affaire à une transparence fondamentale attribuée à l'acte communicatif

²⁰ A. CROCHET, cité par G. ROCHER, 2001, p. 19.

²¹ S. LATOUCHE, 2000, p. 14.

²² J. M. OFFNER, 1996.

entre individus. Le fait de mettre des peuples différents dans un état de communication permanent est censé faciliter les liens, annuler les différences et, alors, les secrets se divulguent. Nombreux sont ceux qui cherchent à montrer comment l'essor de la communication affaiblirait les allégeances particularistes de l'individu et, finalement, le rendrait beaucoup plus disponible et réceptif aux différents « flux ». Pouvoir se déplacer rapidement d'un point à l'autre du globe, pouvoir communiquer presque immédiatement par l'écrit, le son ou l'image, pouvoir satisfaire les besoins sociaux fondamentaux en s'insérant dans un marché ou en allant, hors de son propre pays, bénéficier de soins et de protections, seraient autant de données nouvelles, profitables, liées à la mondialisation, qui « démultiplient » les flux transnationaux et viennent contester le rôle régulateur central de l'Etat-nation. Car, nous l'avons dit, la diffusion de ce nouvel imaginaire globalitaire a aussi pour nous partie liée avec le processus de réhabilitation de l'entreprise comme institution sociale, affichant sa vocation cosmique de prendre le relais des Etats-Nations dans la construction d'un lien social universel. A. MATTELART souligne combien un modèle de communication entrepreneurial se serait naturalisé comme technologie de gestion symbolique des rapports sociaux « et diffusé progressivement dans l'ensemble de la société comme seul mode efficace de « mise en relations »²³. A. MATTELART remarque, avec raison, que des organisations telles que Greenpeace ou Amnesty International n'hésitent plus à faire appel au savoir-faire de la communication publicitaire d'agences spécialisées privées. « Tout se passe comme si « communiquer » (et c'est maintenant une fonction reconnue « managériale » par l'entreprise) faisait advenir la réalité, comme si l'effet d'annonce hâtait l'événement. L'imaginaire managérial a pour fonction de tirer en quelque sorte le projet vers le haut en donnant à des réalités morcelées la cohérence d'un ordre dit global. C'est la classique « prophétie créatrice » ou wishful thinking »²⁴.

Cet imaginaire « globalitaire » fondé d'abord sur le fait d'être incessamment « en mouvement » infiltre tous les secteurs de la vie sociale et se déploie de manière privilégiée au sein des firmes multinationales où la mobilité géographique et professionnelle est la norme. A l'extrême, P. LEVY remarque que « si l'on n'est pas content de l'entreprise qui nous emploie, plutôt que de revendiquer, on part ailleurs. Il en est de même pour le couple ou la famille. On rompt. On va chercher plus loin la fortune ou le bonheur. On se déplace. Au lieu de perdre leur temps à réformer ce qui ne veut pas se réformer, les planétaires, votant avec leurs pieds, se dirigent vers les endroits du globe où les puissances vitales et créatives peuvent librement s'associer et se multiplier les unes par les autres, vers les foyers d'intelligence collective »²⁵.

« Il y aura de moins en moins de métiers bien délimités et de fonctions précises » prophétise P. LEVY et « tout le monde sera constamment occupé à faire du business à propos de tout : sexualité, mariage, procréation, santé, beauté, identité, connaissances, relations, idées. Le « travail » changera complètement de sens. Nous ne savons déjà plus très bien quand nous travaillons et quand nous ne travaillons pas. Nous serons constamment occupés à faire du business. Le « développement personnel » le plus intime mènera à une meilleure stabilité émotionnelle, à une ouverture relationnelle plus aisée, à une acuité intellectuelle mieux dirigée, et donc à une meilleure performance économique »²⁶.

P. A. TAGUIEFF recourt, lui, au terme « globalisme » et non « mondialisme », pour désigner « la configuration idéologique, qui accompagnant la mondialisation, en voile la réalité, pour la justifier en la transfigurant »²⁷. Il considère que le présent est dorénavant érigé en idéal normatif et l'extension des logiques de fonctionnement modernisatrices de l'entreprise doit assurer le rattrapage du retard du présent réel sur un présent idéal où il s'agirait de consommer plus, de communiquer plus rapidement et de faire davantage de profit²⁸. L'idéologie du salut est alors comme dominée par la seule sphère technico-marchande. L'élimination des peuples, des nations et des Etats souverains implique aussi

²³ A. MATTELART, 2000, p. 355.

²⁴ A. MATTELART, 2000, p. 360.

²⁵ P. LEVY, 2000, p. 41.

²⁶ P. LEVY, 2000, p. 83.

²⁷ P. A. TAGUIEFF, 2001, p. 12.

²⁸ L. BOROT, 2001.

l'absence de soumission de la sphère économique à la sphère politique : « entre le sujet universel (le genre humain), sujet d'inhérence des droits de l'homme, et la multiplicité des individus idéalement dotés de droits, il n'a plus rien ou presque, en tout cas, il ne doit rien y avoir. Ne doit rester que le face-à-face de l'universalité humaine abstraite et de l'individu insulaire, mobile et sans mémoire, réduit à lui-même, littéralement dé-lié »²⁹. La configuration idéologique, mêlant des fragments de diverses idéologies politiques en décomposition, fondée sur une promesse de salut dans et par le mouvement en avant et à une vitesse sans cesse accélérée, est appelée par P. A. TAGUIEFF, le « bougisme » ou « mouvementisme »³⁰. P. A. TAGUIEFF y distingue deux versants : la vision « nécessitariste » du progrès (l'accent est mis sur la nécessité quasi naturelle du mouvement du moins bien vers le mieux) ou la vision « mélioriste » (l'accent est mis sur le rôle décisif de la volonté des humains d'améliorer leur condition)³¹. Ce nouveau « Progrès » est défini sans être relié à des fins de l'homme qu'il s'agit de réaliser. L'auteur, constatant l'effacement de la figure du citoyen au profit de celle du consommateur et de l'actionnaire, propose d'appeler « movlangue »³² la rhétorique de nouvelles élites transnationales, fondé sur le culte du mouvement et du changement perpétuel. Il interroge cette fonction apologétique qui sert à justifier et à défendre la mondialisation telle qu'elle se fait car il est un « bon » sens de l'histoire.

Derrière l'exhortation au mouvement, mobilisme dénué d'horizons de signification, il y aurait toujours plus de flexibilité et de recherche de rentabilité. « Le mouvementisme fait système avec la néophilie frénétique (le culte du nouveau pour le nouveau), l'abolition magique du temps dans le présentisme (accélééré par l'usage normalisé des nouvelles technologies de la communication) et le juvénilisme (l'utopie de l'éternelle jeunesse, relancée par la chirurgie esthétique et le marché des pilules-miracles) »³³. « L'horizon de tous les horizons, c'est le business. Le deal a remplacé l'idéal »³⁴. Dès lors, s'interroge P. A. TAGUIEFF, ce « mouvementisme » serait t'il la figure contemporaine du nihilisme quand « il n'y pas de réponse au « pourquoi ? »³⁵, quand l'important est « d'être ce qui est, faire ce qui se fait, vouloir ce qui arrive »³⁶ ?

S. LATOUCHE pèse aussi combien derrière ce nouvel imaginaire « globalitaire », il y a autant valorisation du mouvement que refus de la mort et du vieillissement : « le projet de la modernité, et de l'éthique bourgeoise, a été aussi d'éliminer la mort sous toutes ses formes, et d'imposer comme valeur la vie sans autre qualité »³⁷. La mort biologique, la misère, la maladie sont désormais sans repères. L'exaltation forcenée de la vie biologique comme valeur en soi traduit un refus de notre condition de mortel. « Cette lutte obsessionnelle contre le temps, indifférente à la jouissance de l'instant, est bien propre à l'homme occidental »³⁸.

II – OCCIDENTALISATION DU MONDE, MOBILITE DES ELITES ET MEFAITS DE LA GLOBALISATION

En notre monde, cette obligation d'être mobile devient aussi principale source de discrimination. L'hégémonie des élites économiques a longtemps reposé sur le fait que les classes dominées restaient « locales » alors que les classes dominantes rayonnaient de manière « globale ». « Se déplacer » revêt un sens complètement différent selon que l'on se situe parmi les nouvelles élites mondialisées (devenues de plus en plus indépendantes des centres locaux du pouvoir politique et culturel), ou parmi le reste de la population, de plus en plus « localisée » parce que soumise au contrôle des entrées et des visas. Ce qui distingue ceux « d'en haut » de ceux « d'en bas », c'est bien leur « degré de mobilité » et leur liberté de choisir l'endroit où ils veulent être et pouvoir consommer. Z.

²⁹ P. A. TAGUIEFF, 2001, p. 14.

³⁰ P. A. TAGUIEFF, 2001, p. 15 ; P. A. TAGUIEFF, 2000.

³¹ P. A. TAGUIEFF, 2001, p. 75.

³² P. A. TAGUIEFF, 2001, p. 18.

³³ P. A. TAGUIEFF, 2001, p. 154.

³⁴ P. A. TAGUIEFF, 2001, p. 81.

³⁵ P. A. TAGUIEFF, 2001, p. 83.

³⁶ P. A. TAGUIEFF, 2001, p. 83.

³⁷ S. LATOUCHE, 2000, p. 39.

³⁸ S. LATOUCHE, 2000, p. 40.

BAUMAN écrit que « certains d'entre nous jouissent de la nouvelle liberté de se déplacer sans papiers ; d'autres, pour les mêmes raisons, n'ont pas droit de rester où ils sont »³⁹, voulant souligner également que cette mobilité nouvelle des capitaux, dont bénéficient les gens qui font le « choix d'investir », n'est pas en correspondance avec leur devoir de contribuer à la vie quotidienne de la communauté où ils ont investi (devoirs à l'égard d'employés, des plus faibles, des générations à venir...). Plus qu'hier, quiconque est libre d'échapper au local est en quelque sorte libre d'échapper aux conséquences de son départ et de ses retraits... Pour les « gagnants », l'annulation des distances spatio-temporelles marque une indépendance à l'égard des obstacles physiques et consacre également de nouvelles possibilités d'agir à distance en se ménageant une sécurité de nature « extraterritoriale ». Pour L. BOLTANSKI et E. CHIAPELLO⁴⁰ ou pour T. PERILLEUX⁴¹, dans un nouveau monde « connexionniste », où la capacité à nouer des liens devient une source majeure de profit, la grandeur des leaders est inséparable de la contribution des immobiles à la production de liens profitables aux mobiles.

Le pouvoir des investisseurs dont le champ d'action est mondial, est d'introduire l'incertitude chez ceux (petits porteurs, demandeurs d'emploi...) dont la capacité de choix limitée les conduit à évoluer dans des limites strictement locales. Transformant les « petits travailleurs infatigables » en « petits consommateurs impénitents » enfermés dans leur banlieue, dans leur chez-soi⁴², la mondialisation, dans cette perspective, est une occasion de vérité pour nos sociétés qui doivent produire du croyable et de la délibération publique, non réductibles à la seule logique marchande. Pour Z. BAUMAN, les grandes maisons de courtage, les partisans du cyber-espace proposent des éléments d'une utopie néo-libérale d'où a été banni l'idéal d'égalité et de justice dont la matrice libérale s'est pourtant longtemps nourrie. Et aujourd'hui, pour S. LATOUCHE, c'est même précisément plus par le don que par la spoliation que les puissants trouvent l'assise de leur pouvoir. Et si la globalisation renforçait un processus de concentration des richesses, grâce à la liberté de déplacement ? Certainement. Il y a trente ans, les 20 % des pays les plus pauvres se partageaient 2,3 % des richesses créées ; aujourd'hui, leur part n'est plus que de 1,4 %. La mobilité nouvelle des capitaux dont bénéficient les gens qui font le « choix d'investir » n'est pas en correspondance avec leur devoir de contribuer à la vie quotidienne de la communauté où ils ont investi (devoirs à l'égard d'employés, des plus faibles, des générations à venir...). Plus qu'hier, avec la globalisation, quiconque est libre d'échapper au local est en quelque sorte libre d'échapper aux conséquences de son départ et de ses retraits. « Dans toutes les sociétés, le donateur acquiert du prestige et devient créancier d'une dette de reconnaissance que rien ne peut annuler. Le néo-colonialisme avec l'assistance technique et le don humanitaire a fait sans doute beaucoup plus pour la déculturation que la colonisation brutale »⁴³. S. LATOUCHE livre l'exemple de la société balinaise qui a été plus déstructurée par trente années de tourisme international, d'une mobilité marchande, organisée et temporaire, que par deux cents ans de colonisation néerlandaise réputée brutale⁴⁴. Que reste t'il à une société non occidentale quand ses mythes sont déclarés impuissants et ses dieux ravalés au rang de douce fable, sinon la misère et le désœuvrement ? « Le sous-développement est, en son essence, ce regard, cette parole d'Occident, ce jugement sur l'autre, décrété misérable avant de l'être, et le devenant parce que jugé ainsi irrévocablement. Le sous-développement est une nomination occidentale »⁴⁵.

Dans la perspective de cet imaginaire « globalitaire », la dignité des peuples consisterait à se fondre sans cesse dans des unions plus vastes, à disposer d'une vérité de surplomb, d'un point de vue mondial qui puisse englober les autres, à épouser « les vertiges de la totalité »⁴⁶. L'impératif de

³⁹ Z. BAUMAN, 1999, p. 134 ; Z. BAUMAN, 1998.

⁴⁰ L. BOLTANSKI et E. CHIAPELLO, 1999, p. 445.

⁴¹ T. PERILLEUX, 2001, p. 63.

⁴² P. VIRILIO, 1997.

⁴³ S. LATOUCHE, 2000, p. 42.

⁴⁴ S. LATOUCHE, 2000, p. 44.

⁴⁵ S. LATOUCHE, 2000, p. 45.

⁴⁶ P. BRUCKNER, 2000, p. 21. P. BRUCKNER écrit que « le sage hégélien récapitule en soi l'ensemble du processus historique de l'humanité ». Sage qui, « citoyen de l'Etat universel et

transmission et de contrainte, par la règle ou la norme, qui était celui du vieux monde, céderait la place à l'exigence de mise en relation, de liaison et d'intersubjectivité. La quête identitaire se fait plus forte et les repères totalisants moins nombreux, "chacun à la limite, est un monde. (...) La nouvelle hospitalité ne consiste plus à dire voici notre monde aux étrangers ou aux enfants. Elle consiste à laisser se manifester, s'entrecroiser, se rencontrer, se métisser les identités, les cultures et les mondes"⁴⁷. Sur le Web, espace non territorial, il y aurait de la place pour tout le monde, toutes les cultures. Ceux qui occupent beaucoup d'espace n'enlèveraient rien aux autres ! La compétition économique se déplacerait ainsi vers le champ de l'attention et de l'immédiateté. Pour vendre, il faut que la marque de l'entreprise vous vienne en premier à l'esprit. Un folklore planétaire aussi, large spectre d'activités et de productions culturelles, se constituerait par intégrations de rencontres et de métissages. Les médias relaient cette culture de l'évasion et de l'entertainment.

Mais, avec ce "discours", avec cet hymne aux vertus de l'économie libérale et à la mobilité, on oublie trop vite que pour qu'il y ait rencontre entre les cultures, il faut qu'il y ait eu expérience inachevée du rapprochement et douleur d'un apprentissage. Une expérience qui nécessite de se faire dans la durée. "La vitesse tue la couleur ; le gyroscope, quand il tourne vite, fait du gris" écrivait avec raison P. MORAND⁴⁸. Rencontrer l'autre en sa différence, c'est accepter de se laisser changer par l'autre, ce que ne promet pas le nouveau monde « connexioniste » et, finalement, de plonger dans un jeu incessant d'insécurité. Autrui vit une relation différente au réel, et il a une autre manière de se dire et d'exprimer son expérience relationnelle à ce réel.

III IMAGINAIRE DE LA CONQUETE, GLOBALISATION ET « ANTI-CULTURE »

Aux racines de cet imaginaire « globalitaire », il y a l'idée si chère aux occidentaux « d'expansion » et de « développement ». « Toute l'humanité ne sera qu'une famille » prophétisait Saint-Jean. Et il y a trace, dans la tradition de pensée occidentale, de la nostalgie des temps de l'unité temporelle et spirituelle de la Cité chrétienne.

P. A. TAGUIEFF cerne, chez les occidentaux, ce qu'il nomme un imaginaire « hygiéniste » où « l'on rêve de « pasteuriser » des régions entières, de « nettoyer » les pays hérétiques et de « vacciner » des populations menacées par des « dérives » anti-démocratiques, nouvelles maladies idéologiques contagieuses »⁴⁹. S. LATOUCHE a su, pour sa part, souligner combien l'Occident était animé d'un imaginaire de la conquête, du mythe de la prophylaxie à travers la croisade comme « machine à purifier ». « Déjà, avec Charlemagne, la croix d'une main, l'épée de l'autre, les Francs occidentalisent les marches orientales de l'Europe de l'Ouest en massacrant et convertissant les Saxons. La frontière sud est assurée et marque l'arrêt de la progression et des conquêtes arabes. La chrétienté est née. Elle n'est pas dans cet Orient où elle a vu le jour et qui n'a pas su la conserver. Elle est née dans l'asservissement des Saxons et la Reconquête de l'Espagne. Le mouvement d'occidentalisation du monde est d'abord une croisade. La croisade carolingienne subit un long reflux avec les invasions normandes et hongroises, mais ce reflux de l'imperium n'empêche pas la rapide conquête spirituelle ni la lente assimilation des barbares de l'Europe du Nord et de l'Est »⁵⁰. Il est certain que la colonisation a offert de nouveaux horizons à cet imaginaire de la conquête. S. LATOUCHE précise qu'en 1876, les puissances coloniales européennes « ne contrôlaient que 10 % de l'Afrique et qu'en 1900, elles en contrôlaient 98,9 %. A la veille de la première guerre mondiale, si on admet que la Perse, la Chine et la Turquie sont alors réduites à l'état de semi-colonies, moins de 10 % de la surface du globe et de sa population échappe à la main mise de l'homme blanc »⁵¹. Mobilisant toutes les techniques, de la discipline militaire à la propagande, le destin et le fardeau de l'homme blanc étaient de civiliser le monde et l'empire du monde devenait sa récompense. La colonisation a rassemblé le prosélytisme du message profane du catholicisme et du protestantisme, celui des Droits

homogène, intègre toutes les possibilités existentielles de l'homme" (2000, p. 34) et reste, comme l'écrit A. KOJEVE, "dans l'identité avec soi parce qu'il passe par la totalité des autres" (p. 288).

⁴⁷ A. FINKIELKRAUT, 1997, p. 22.

⁴⁸ P. MORAND cité par P. BRUCKNER, 2000, p. 21.

⁴⁹ P. A. TAGUIEFF, 2001, p. 73.

⁵⁰ S. LATOUCHE, 2000, p. 59.

⁵¹ S. LATOUCHE, 2000, p. 64.

de l'Homme, de la démocratie formelle, de l'utilitarisme, du calcul économique, de la science et de la technique, de la croissance...

Pour S. LATOUCHE, ce qui fait la spécificité de l'Occident est sa nature « d'anticulture ». « Seule « société » fondée sur l'individu, elle n'a pas de véritables frontières. Le projet civilisationnel de la modernité n'a pas de sujet propre ni d'assise territoriale définie de façon stricte. Mais en cela, la culture occidentale ne serait pas très différente de « mouvements » universalistes comme l'Islam. Ce qui est propre à cet universalisme-là, c'est que son moteur est la concurrence des individus et la quête de la performance. Tout le monde peut y participer et y jouer ; et même si les chances sont extraordinairement inégales, il n'est pas exclu de gagner. La totalité du social est susceptible de fonctionner comme un marché. Le « sauvage » de la zone la plus reculée de la planète peut devenir un « number one » médiatique en gagnant le Marathon aux Jeux Olympiques, en étant vedette de cinéma après s'être fait repérer par un metteur en scène ; il y a mille manières de prendre place dans la société-monde et, le hasard aidant, de se hisser aux premières loges. L'Occident est émancipateur, en ce qu'il affranchit des milles contraintes de la société traditionnelle, et ouvre une infinité de possibles ; toutefois, cet affranchissement et ces possibles ne se réaliseront que pour une infime minorité. En contrepartie, la solidarité et la sécurité seront détruites pour tous »⁵².

Ce nouvel imaginaire « globalitaire » déborde aujourd'hui le cadre de l'Etat-nation. La mondialisation évoque, pour une part, ce passage de la Nation à l'Empire, du lieu patriotique du projet civilisationnel à sa déclinaison en termes culturels (et imaginaires) au sein d'un Empire. S. LATOUCHE le confirme en écrivant que « le projet de « civilisation », né hors des racines des terroirs, est celui de la modernité. Il est universaliste ; ses valeurs sont la science, la technique, le progrès. Il détruit les cultures et apporte le bien-être en désenclavant les terroirs et en substituant les lois du marché aux relations sociales traditionnelles. Ainsi, l'étroitesse du cadre de vie culturel vole en éclats tandis que la concurrence effrénée et la recherche de la performance entraînent une accumulation matérielle sans précédent, stimulée par le progrès de la science et des techniques. La culture, à l'opposé, est toujours alors une « agri-culture ». Les autres grandes civilisations de l'histoire sont plutôt des ensembles complexes de cultures juxtaposées, articulées, voire emboîtées au sein d'un empire. L'Occident est la seule civilisation anti-culture. Une des contradictions du projet civilisationnel occidental consiste en ce que le compromis entre la socialité concrète et l'humanité abstraite de la modernité s'organise autour du programme de l'Etat-nation. Cet Etat-nation est le lieu du patriotisme abstrait de l'homme de la Déclaration de 1789, donc un Etat de sans-culottes citoyens, qui sont les enfants terribles de la civilisation, mais il ne sera vraiment défendu, jusqu'en 1914, que par des paysans-citoyens, qui sont les fils des cultures des terroirs ».

Dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, les partisans du libre-échange se mettent à parler le langage de la fraternité internationale. Les réseaux techniques, sacrés « agents de civilisation », suscitent l'utopie dans un monde où l'interconnexion des marchés nationaux est garantie par les pactes de sécurité mutuelle qu'observent les Etats-nations. A. MATTELART fait remarquer que le discours sur la communauté ferroviaire est le point culminant de la machine et du rêve cosmopolite. Cette croyance rédemptrice passera « du rail au télégraphe, aux aérostats, puis à l'aviation et au cinéma. Chaque génération technique engendrera son antienne ordinaire sur l'union entre la « machine de rêve » et la grande famille humaine »⁵³. Ce nouvel imaginaire globalitaire, consacre aussi l'irruption de « l'individu » dans le droit international pénal (avec la création de tribunaux internationaux, pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda, comme avec la Conférence diplomatique de Rome en juillet 1998). Le contrôle des flux migratoires est assuré à l'intérieur de l'espace de Schengen et non plus aux frontières nationales.

Ces évolutions semblent s'accompagner ainsi d'une « juridicisation » de « l'humanité » comme peut le montrer la notion de « patrimoine commun de l'humanité », appliquée aux grands fonds marins, à l'espace extra-atmosphérique ou même au génome humain⁵⁴.

⁵² S. LATOUCHE, 2000, p. 88.

⁵³ A. MATTELART, 2000, p. 128.

⁵⁴ A. PELLET, 2000, p. 96.

IV – LES CULTURES : UN REMEDE AU MOUVEMENT SANS FIN ET A LA DECULTURATION ?

L'ordre à construire incite certainement à refuser l'état d'instabilité perpétuelle des individus désaffiliés, des « perdants » de la mondialisation, des locaux cloués au sol. La liberté de manoeuvre est élevée au rang de valeur suprême et de clé d'accès à toutes les autres valeurs pour l'avenir⁵⁵. Comment dès lors dépasser le risque d'unification appauvrissante imposée par la globalisation et respecter les différences ? Quelle idée régulatrice de la société raisonnable proposer ?

Par un pari pour le respect des cultures répondent certains. Par un pari pour l'universel répondent d'autres pour qui tout n'est pas miscible⁵⁶ et qui voient derrière le culte du métissage, tapies en creux, prêtes à s'exprimer, des relations entre vainqueurs et vaincus, du pouvoir et des relations asymétriques⁵⁷. Car la culture peut tout aussi bien être brandie comme un manifeste ou un dogme et dégénérer rapidement en totalitarisme. C'est pourquoi, le contrepoids aux effets dévastateurs de la mondialisation réside assurément dans de nouveaux choix politiques, assumés et contrôlés par le plus grand nombre possible de citoyens. « Faute de trouver une troisième voie entre l'Etat et le marché » confirme I. RAMONET, « nous survivrons peut-être en tant que consommateurs, mais nous n'existerons plus comme citoyens »⁵⁸.

L'âge contemporain devrait parvenir à reconnaître ce par quoi nous sommes identiques, mais aussi ce par quoi nous sommes irréductibles les uns les autres, à travers le traitement périlleux de ces sujets collectifs, dignes de droits, que seraient les cultures. « Aussi se pourrait-il que nous soyons placés désormais devant la nécessité d'une révision en profondeur de nos théories et de nos pratiques de l'espace public : impliquer socialement l'individu, non plus par privatisation de ses appartenances, donc par négation d'une dimension de lui-même, mais par reconnaissance publique de son identité différenciée, tant du point de vue du « genre » que du point de vue de la culture »⁵⁹.

Face aux méfaits de la mondialisation, si une collaboration trop durable entre des hommes différents risque à terme de les appauvrir sans les contenter, ce qu'il conviendrait de conserver dans l'histoire, ce n'est pas la ressemblance mais la diversité des cultures (ce que, sur un plan international, C. LEVI STRAUSS nomme la « coalition des cultures »)⁶⁰. « La véritable contribution des cultures ne consiste pas dans la liste de leurs inventions particulières, mais dans l'écart différentiel qu'elles offrent entre elles (...) Il n'y a pas, il ne peut y avoir une civilisation mondiale au sens absolu que l'on donne souvent à ce terme, puisque la civilisation implique la coexistence de cultures offrant entre elles le maximum de diversité, et consiste même en cette coexistence. La civilisation mondiale ne saurait être autre chose que la coalition, à l'échelle mondiale, de cultures préservant chacune son originalité »⁶¹.

Devant les « pieuses paroles » de certains fonctionnaires d'institutions internationales, C. LEVI-STRAUSS s'interroge sur ce que signifie prétendre « concilier la fidélité à soi et l'ouverture aux autres » et prôner en même temps « l'affirmation créatrice de chaque identité et le rapprochement entre toutes les cultures », puisque ces ambitions sont antinomiques⁶². Faut-il exprimer, comme C. LEVI-STRAUSS, le souci d'un certain cloisonnement des cultures au motif que la richesse de l'humanité

⁵⁵ On pourra se reporter afin d'approfondir cette réflexion à l'ouvrage de D. MARTIN, J. L. METZGER et P. PIERRE, *Sociologie de la mondialisation*, à paraître aux Editions du Seuil en 2003.

⁵⁶ A. BROSSAT (2001, p. 32) a raison de souligner qu'il y a « des situations où des discours, des codes culturels se confrontent ou s'affrontent et où, non seulement ils ne se branchent pas les uns sur les autres, mais où on aboutit à une impasse de la compréhension et de la communication telle que toutes les conditions sont remplies pour qu'éclate la violence ».

⁵⁷ P. A. TAGUIEFF, 1992, p. 489.

⁵⁸ I. RAMONET, 2000, p. 35.

⁵⁹ S. MESURE et A. RENAUT, 1999, p. 201.

⁶⁰ C. LEVI-STRAUSS, 1987, p. 77.

⁶¹ C. LEVI-STRAUSS, 1987, p. 77.

⁶² C. LEVI-STRAUSS, 1983, p. 16.

réside dans la multiplicité de ses modes d'existence ? Alors la mutuelle hostilité des cultures serait non seulement normale mais nécessaire. Elle constituerait « le prix à payer pour que les systèmes de valeurs de chaque famille spirituelle ou de chaque communauté se conservent et trouvent dans leurs propres fonds les ressources nécessaires à leur renouvellement »⁶³.

⁶³ C. LEVI-STRAUSS, 1983, p. 17.

Bibliographie

- A. APPADURAI, *Modernity at Large : Cultural Dimensions of Globalization*, University of Minnesota Press, 1996.
- A. BROSSAT, « Métissage culturel, différend et disparition », *Lignes*, n° 6, Octobre 2001.
- A. C. WAGNER, *Les nouvelles élites de la mondialisation*, 1998.
- A. CROCHET, « Le concept de globalisation : mythes et réalités », in M. AZUELOS, *Le modèle économique anglo-saxon à l'épreuve de la globalisation*, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 1996.
- A. FINKIELKRAUT, « Le monde de la haine et des slogans », *Le Monde*, 12 décembre 1997.
- A. GIDDENS, *Les conséquences de la modernité*, L'Harmattan, 1994.
- A. KOJEVE, *Introduction à la lecture de Hegel*, Gallimard.
- A. MATTELART, *Histoire de l'utopie planétaire*, La Découverte, 2000.
- A. MINC, « Mondialisation heureuse : je persiste et signe », *Le Monde*, Vendredi 17 Août 2001.
- A. PELLET, « Vers une mondialisation du droit international ? », in S. CORDELLIER, *La mondialisation au delà des mythes*, La Découverte, 2000.
- A. SAYAD, *La double absence*, Seuil, 1999.
- A. TARRIUS, « Au-delà des Etats-nations : des sociétés de migrants », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 2001 (17).
- B. BADIE et M. C. SMOUTS, *Le retournement du monde*, PFNSP/Dalloz, 1992.
- C. LEVI-STRAUSS, *Race et histoire*, Gallimard, 1987.
- C. LEVI-STRAUSS, *Le regard éloigné*, Plon, 1983.
- D. MERCURE, « Une société monde ? », *Une société-monde. Les dynamiques sociales de la mondialisation*, De Boeck, 2001.
- D. SCHNAPPER, *La relation à l'autre*, Gallimard, 1998.
- E. GELLNER, *Nations and Nationalism*, Blackwell, 1983.
- E. GOULDNER, « The future of the intellectuals and the rise of the new class », *Critical social studies*, Paperback, 1979.
- E. MORIN, « Une mondialisation plurielle », *Le Monde*, Mardi 26 Mars 2002.
- F. ASCHER, *La nouvelle révolution urbaine : villes, société réflexive et technologies de la communication*, Editions de l'Aube, 2000.
- F. COOPER, « Le concept de mondialisation sert-il à quelque chose ? », *Critique internationale*, n° 10, janvier 2001.
- G. ROCHER, « La mondialisation : un phénomène pluriel », *Une société-monde. Les dynamiques sociales de la mondialisation*, De Boeck, 2001.
- I. RAMONET, « Globalisation, culture et démocratie », in *Mondialisation, citoyenneté et multiculturalisme*, L'Harmattan et Les Presses de l'Université Laval, 2000.
- J. M. OFFNER, « Réseaux et large technical System : concepts complémentaires ou concurrents ? », *Flux*, La Documentation française, n° 26, Décembre 1996.
- L. BOLTANSKI et E. CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999.
- L. BOROT, « Modernisation », *Cités*, n° 5, 2001.
- M. CASTELLS, *L'ère de l'information : la société en réseaux*, Fayard, 1998.
- P. A. TAGUIEFF, *La force du préjugé*, La Découverte, 1992.
- P. A. TAGUIEFF, *Résister au « bougisme ». Démocratie forte contre mondialisation technomarchande*, Mille et une nuits, 2001.
- P. BRUCKNER, *Le vertige de Babel*, Arléa, 2000.
- P. KRUGMAN, *Pop Internationalism*, The MIT Press, 1996.
- P. LEVY, *World philosophy*, Editions Odile Jacob, 2000.
- P. VIRILIO, « Un monde surexposé : fin de l'histoire ou fin de la géographie ? », *Le Monde Diplomatique*, Août 1997.
- R. REICH, 1991, *L'économie mondialisée*, Paris, Dunod, 1993.
- S. LATOUCHE, *La planète uniforme*, Climats, 2000.
- S. MESURE et A. RENAUT, *Alter Ego. Les paradoxes de l'identité démocratique*, Aubier, 1999.
- T. PERILLEUX, *Les tensions de la flexibilité*, Desclée de Brouwer, 2001.

Z. BAUMAN, "Parvenu and Pariah : Heroes and Victims of Modernity", in J. GOOD and I. VELODY, *The Politics of Postmodernity*, Cambridge University Press, 1998.
Z. BAUMAN, « Identité et mondialisation », *Lignes*, n° 6, Octobre 2001.
Z. BAUMAN, *Le coût humain de la mondialisation*, Hachette, 1999.